

Après les fêtes de Cherbourg et la magnifique hospitalité que leur a donnée la France, les marins anglais n'ont pas voulu rester en arrière de compliments et de politesse. La flotte française a donc été invitée à Portsmouth. L'escadre est arrivée le 29, et le soir même, l'amiral et les officiers ont dîné à bord de l'*Osborne*, en compagnie de Lord Somerset et des autres lords de l'amirauté. Le 30 a eu lieu l'inspection de l'arsenal et des principaux établissements du gouvernement, et le soir, banquet à bord du *Duc de Wellington*. Le 31, après avoir passé en revue les troupes de la garnison, les officiers français ont été traités par le lieutenant-général Sir George Butler, gouverneur de la garnison et commandant-en-chef du district. Les officiers furent ensuite les hôtes du maire, de la corporation et des habitants de Portsmouth. Le 1er septembre, il y a eu grand bal dans l'arsenal, et le lendemain l'escadre a quitté Spithead.

Ce spectacle de deux flottes puissantes, de deux puissantes nations amies, est diversement apprécié par les journaux français et anglais. Tandis qu'à Paris et dans toute la France, les feuilles, officielles ou non, sont dans l'enthousiasme, les journaux de Londres sont plus froids, plus réservés; quoique plusieurs fassent écho aux applaudissements des Parisiens, les réflexions du *Spectator* et du *Pall-Mall Gazette* sont rien moins que bienveillantes. Le *Spectator* est le corryphée d'un parti qui rêve l'alliance des peuples de race anglo-saxonne, c'est-à-dire une sorte de confédération de l'Angleterre avec les États-Unis, le Canada et l'Australie; pour lui, l'alliance française n'est que très-secondaire.

Quant au *Pall-Mall Gazette*, au milieu des festins héroïques de Cherbourg, elle se plaît à jouer le rôle de Thersita et se fait adresser par un soi-disant officier de marine, des lettres qui contrastent singulièrement avec la correspondance publiée par le *Constitutionnel*. Elle dit qu'en ce qui concerne les Anglais, "la fraternisation des escadres est uniquement un acte officiel de pure forme, de simple "civilité et rien de plus."

Nous savons le cas qu'il convient de faire de ces boutades de journalistes qui ont mal dormi et peut-être mal mangé ou mal digéré; non, nous ne pouvons croire que sous le brillant et généreux prétexte de l'hospitalité, on n'ait cherché qu'une occasion de tâter réciproquement ses forces respectives d'attaque et de défense. Quoiqu'il en soit, l'*humour* des feuilles anglaises dérangera probablement fort peu les vues de l'empereur.

Le royaume d'Italie est entré dans une nouvelle crise ministérielle: le général La Marmora va tenter l'épreuve des élections: le décret de disso-

lution du Parlement a été rendu dans la première semaine de septembre. Les collèges électoraux ont été immédiatement convoqués, et les élections doivent être complètement terminées avant la fin d'octobre. Aussitôt après, c'est-à-dire dès les premiers jours de novembre, la nouvelle Chambre et le Sénat seront convoqués au Palais-Vieux pour entendre le discours du trône; puis la Chambre vérifiera les pouvoirs de ses membres, et commencera, ainsi que le Sénat, les travaux de la deuxième législature du Parlement.

Pour obtenir des élections un triomphe plus facile, les ministres ont fait publier par M. Massino d'Azeglio une brochure qu'ils ont fait distribuer à plusieurs milliers d'exemplaires, dans les provinces. C'est ce qu'à Florence la presse officielle appelle un "splendide succès." Les esprits peuvent être épris, les consciences faussées par l'éloquence artificieuse de cette brochure, qui, du reste, recommande de ne plus dire: *Rome ou la mort*; mais nous doutons que le ministère du général La Marmora sorte plus fort de cette épreuve électorale, et voici nos raisons.

Les ministres de Victor-Emmanuel obtiendront sans doute une majorité peut-être respectable, sinon considérable. Tous les conseillers du roi d'Italie, depuis M. de Cavour, qui ne lâchait la bride ni aux électeurs ni aux députés, l'ont obtenue cette majorité; et cependant, malgré elle et à cause d'elle, les parlements ont été cassés tous les deux ans et généralement une fois l'an. Quelle en est la cause? Est-ce que les gouvernements forts par le nombre sont faibles par la force morale, par l'influence morale qu'ils exercent sur les esprits et sur les consciences? La raison se trouve dans la marche ascendante de la révolution, qui s'en va par bonds et par sauts s'ensevelir dans l'ignominie. Chaque parlement, élu sous l'influence des différents ministères qui se succèdent avec une rapidité lamentable, se trouve à la fin toujours trop conservateur pour les besoins et les aspirations de la révolution. De là, ces élections pour ainsi dire permanentes qui corrompent la nation italienne et avilissent son caractère.

On croyait que la cour de Florence était sincère lorsqu'elle entrait en négociation avec la cour de Rome, pour répondre aux vœux ardents du St. Père, affligé de la situation douloureuse des églises en Italie. C'était un scandale nouveau qui devait être bientôt suivi d'un autre encore plus monstrueux. Aujourd'hui, en vue des élections, les ministres du roi font de plus grandes concessions à la révolution. Car, d'un côté, le *Diretto* annonce que le gouvernement va publier une statistique des cor-